

Le contrôle des armements : un tour d'horizon

Autor(en): **Groom, A.I.R.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **108 (1963)**

Heft 1

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-343142>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

pour l'infrarouge. Et à considérer les progrès de ces dernières années, il n'y a pas lieu de douter de cette future réalisation.

* * *

On peut mentionner, sans que cela ajoute beaucoup à sa réputation bien établie, que c'est la Société d'études de la propulsion par réaction (SEPR), qui a présenté cet étonnant projet. Elle a déjà à son actif de nombreuses performances. dans le domaine de la propulsion, notamment par fusées à poudre. Elle participe à l'activité de l'industrie aéronautique, ainsi qu'aux grandes entreprises en cours sur le plan européen.

J. PERRET-GENTIL

Le contrôle des armements

Un tour d'horizon

Le colonel cdt. de corps Gonard, chargé d'un cours d'histoire militaire à l'Institut universitaire de hautes études internationales, à Genève, où il traite également des thèmes de politique générale, a bien voulu attirer notre attention sur l'étude qui suit où l'auteur — un de ses élèves — aborde l'important problème de la limitation et du contrôle des armements. Nous publions cet exposé inédit avec d'autant plus d'empressement que son sujet demeure d'une grande actualité et que tous les peuples attendent avec impatience la solution définitive susceptible de mettre fin au risque de guerre et donc d'assurer la paix.

(Réd.)

L'expression « contrôle des armements » devient de plus en plus à la mode. Mais son acception ne gagne pas en précision. Le but du présent article est d'analyser brièvement le sens et la portée de cette expression en guise d'introduction. La première partie de l'article tentera de délimiter les

principaux aspects du contrôle des armements. La deuxième présentera quelques-uns des problèmes en cause, à savoir la différence entre le contrôle des armements et le désarmement, la relation entre le contrôle et les tensions politiques, l'influence des innovations sur le contrôle et, en dernière analyse, les champs d'application éventuels de cette institution.

Lorsque l'on considère le milieu où sera institué le contrôle, on ne doit pas oublier le mot de Clausewitz: « la guerre est le prolongement de la politique par d'autres moyens ». Le sens de cette affirmation n'est pas toujours bien compris, particulièrement dans les démocraties libérales, pour qui les grandes guerres du siècle actuel furent une lutte pour survivre à l'agresseur. En dépit du mythe idéologique qualifiant de pacifiques les nations occidentales, le recours à la force comme prolongement de la diplomatie est relativement courant, tel que l'indiquent, par exemple, les conflits armés de Suez ou de Cuba. La guerre est donc une institution qui joue un rôle dans la société internationale. C'est un des moyens employés par les Etats pour maintenir ou améliorer leur position relative vis-à-vis des autres Etats, dans le cadre de l'équilibre des forces sur lequel repose la société internationale.

Lorsque Clausewitz écrivait, il vivait dans un monde tout différent du nôtre — celui de Napoléon. Les guerres de son époque étaient faites, en somme, par un petit nombre de soldats de métier (la conscription est un phénomène moderne) sur des théâtres très restreints. L'évolution récente vers la guerre totale et les possibilités actuelles d'une guerre thermonucléaire comportent des conséquences si terrifiantes que la fonction de la guerre comme moyen d'activer l'évolution de la société est plus difficile que jamais à justifier. Il faut aviser à d'autres moyens. La solution proposée par M. Khrouchtchev d'une coexistence compétitive, mais pacifique, est digne d'intérêt. Les guerres limitées, les guerres de guérilla et la subversion en sont d'autres. Ces méthodes n'ont pas été écartées

par les E.-U., mais cette puissance en a fait usage avec circonspection, en partie par crainte du danger d'une guerre meurtrière, et en partie par égard pour ses alliés et les nations non engagées. Les puissances communistes, cependant, se sont montrées beaucoup plus habiles en la matière, en partie à cause des erreurs commises par les nations occidentales, par exemple en Indochine, et aussi parce que les objectifs communistes s'accommodent mieux de cette méthode qui vise à la modification rapide des structures sociales. La course aux armements a été peut-être le succédané le plus répandu de la guerre elle-même.

Cette nouvelle forme de compétition élimine les effusions de sang en assurant à l'état vainqueur sa récompense pour avoir « vaincu » sans qu'il ait eu à utiliser son arsenal militaire. Certains en doutent encore et maintiennent que la course aux armements, loin de se substituer à la guerre, est en elle-même une source de conflagration. Néanmoins, il est certain qu'une course aux armements révèle chez ceux qui s'y livrent du mécontentement à l'égard de la place qu'ils occupent dans un système d'équilibre donné. Un moyen de changer cet équilibre serait d'altérer le rapport des forces entre les effectifs militaires. Si une telle initiative, provoque une riposte de la part de la puissance menacée la course aux armements est alors ouverte. La lutte peut se continuer jusqu'à un point ultime où chacun des états participants est en mesure de contraindre pacifiquement ou d'annihiler son adversaire, dans l'hypothèse que les moyens de défense restent constants. Dès ce moment et l'objectif atteint, la course aux armements cessera de jouer un rôle utile.

Une course aux armements peut être quantitative si elle n'affecte que des armes déjà existantes (par exemple, des mitrailleuses) ou qualitative (telle une compétition en vue de produire des missiles antimissiles). Toutefois, comme l'histoire récente le montre, une course qualitative comporte un élément quantitatif. Les E.-U. se sont révélés incapables

de bénéficier des fruits de leur victoire d'une course qualitative en produisant la bombe atomique (avec l'aide alliée), parce qu'ils ne disposaient pas de bombes atomiques en nombre suffisant lorsque l'Union soviétique rattrapa son retard scientifique dans ce domaine. La course devint alors quantitative jusqu'au point de saturation: à ce moment la lutte qualitative pour la bombe à hydrogène prit la relève.

Quel genre de courses aux armements est la plus dangereuse, la course qualitative ou quantitative? Tout dépend du niveau des armements classique ou nucléaire. Une course quantitative qui affecte les armements de type classique est très dangereuse si elle consomme une grande proportion des ressources économiques d'une nation, particulièrement sa main-d'œuvre. En de telles circonstances, une psychose de guerre se développe à l'échelle nationale; la concordance des intérêts de l'industrie lourde et du leadership des cercles militaires est assurée; les rivaux se supportent réciproquement. Il devient alors vite difficile d'adopter une politique flexible, de suspendre la course aux armements, et d'étouffer chez les émules le désir d'utiliser l'appareil militaire créé à grands frais. En revanche, lorsque les armes nucléaires sont en jeu, le point de saturation est rapidement atteint et les risques de conflit armé diminuent. De plus, une course qualitative est moins risquée en ce sens qu'elle n'emploie généralement par une grande proportion des ressources économiques d'une nation. Elle mobilise une très faible partie de la population et ne nécessite pas la mise sur pied d'un immense « complexe » militaire et industriel. Il subsiste néanmoins le danger évident qu'une nation qui accomplit la première percée scientifique soit tentée de profiter au maximum de son avantage vraisemblablement momentané. De toute façon, le problème ne garde qu'un caractère académique; étant donné la puissance de destruction des engins nucléaires, une course quantitative ou qualitative dégénérant en guerre serait une catastrophe.

Une course aux armements comporte plusieurs étapes dangereuses. La première est la velléité de riposte qu'éprouve une nation menacée: acceptera-t-elle le défi d'une course aux armements ou déclarera-t-elle la guerre? La deuxième se situe lorsque la nation provocatrice gagne du terrain: saura-t-elle se servir de sa nouvelle position de force avec prudence et ne pas acculer son adversaire à des moyens extrêmes pour rétablir l'ancien rapport des forces? On atteint un point critique, premièrement, lorsque la nation provocatrice se rapproche du point de parité avec la nation rivale, qui pourra choisir d'entrer en guerre plutôt que de se rendre afin d'utiliser au maximum sa supériorité menacée; deuxièmement, lorsque la nation provocatrice prend de l'avance, et l'adversaire décidé à recouvrer sa position de force initiale devra alors juger s'il doit ou non agir immédiatement, de peur que la situation ne devienne désespérée en l'absence d'autres modes de représailles. La course aux armements est donc dangereuse, mais elle n'est pas nécessairement un facteur de guerre déterminant. Dans l'état actuel des choses, elle n'est pas un moyen satisfaisant pour modifier l'équilibre des forces.

La compétition économique et idéologique dans le cadre général d'une coexistence compétitive sont les buts avoués de l'URSS. Sa puissance économique sans cesse croissante et sa solide confiance en la supériorité de l'économie socialiste sur l'économie capitaliste sont à l'origine de cette politique. Au reste, les leaders soviétiques se rendent compte qu'il n'y a aucune autre alternative, étant donné l'état de développement actuel des engins de destruction: méthode de compétition essentiellement bourgeoise, adaptée dans une certaine mesure à la classe dirigeante qui prend naissance en URSS. Pour sa propagande l'URSS pourrait tirer profit de la réussite de sa révolution communiste, économique et sociale, marquer plus vivement le fossé qui existe entre les nations riches et les nations pauvres, prouver et dénoncer la répugnance des nations riches à le combler. L'Union soviétique entend,

sûrement, confondre de la sorte la prétention des pays capitalistes à l'hégémonie économique et morale du monde. M. Khrouchtchev préconise la méthode des règlements pacifiques. Acceptera-t-il le corollaire d'un désarmement général et complet qu'il proposa lors de sa première visite aux Nations Unies ou, à tout le moins, un contrôle partiel sur les armements?

La propagande et les cajoleries de M. Khrouchtchev excluent-elles des intentions sérieuses sur ce sujet? Reconnaissons qu'il a déjà subi quelques déceptions du côté de l'Ouest, notamment lorsqu'il accepta les propositions occidentales en 1955 pour les voir retirées presque aussitôt. Il doit aussi être désabusé par la répugnance apparente des E.-U. à prendre des risques proportionnés à ceux que lui-même devrait assumer. Par exemple, en cas de cessation des essais nucléaires, une inspection internationale forcerait incontestablement l'URSS à abandonner un important avantage militaire, celui de ses positions stratégiques secrètes.

Fatigué par un fardeau d'armements beaucoup plus lourd à porter que celui des puissances occidentales, M. Krouchtchev préférerait certainement utiliser à d'autres fins une partie des ressources actuellement consacrées à des buts militaires. S'il pouvait en décider ainsi, il renforcerait sa position intérieure et ses largesses au monde extérieur pourraient sans aucun doute lui gagner plusieurs cœurs. Il ne peut s'empêcher d'être préoccupé par la diffusion menaçante des armes nucléaires, tout comme le sont les puissances occidentales. Il serait sans doute heureux d'empêcher, par exemple, une pression bulgare en vue d'obtenir des armes tactiques nucléaires pour neutraliser la menace d'armes semblables installées dans des pays voisins, membres du pacte de l'OTAN comme la Grèce et la Turquie. En outre, il croit sans doute que l'économie des pays capitalistes s'écroulerait si la production massive d'armements actuelle s'arrêtait. Même si cet effondrement ne se produisait pas, on observerait un retour au nationalisme économique ou

une lutte effrénée pour les marchés d'outre-mer peu abondants, les deux cas illustrant « les contradictions inhérentes du capitalisme ». Il n'est certes pas nécessaire d'être dans le rôle de M. Khrouchtchev pour se rendre compte qu'un désarmement général créerait pour l'occident des problèmes économiques sans précédent qu'il faudrait aborder avec un tact extrême. On ne sait encore si les Etats-Unis trouveront les méthodes qui leur permettront de traverser sans danger cette période de reconversion économique. Une planification plus ou moins accusée sera nécessaire pendant la période de transformation qui débouchera peut-être finalement sur une économie mixte. Si l'économie américaine s'affaissait ou éprouvait de graves difficultés de réajustement, il est alors certain que toute l'économie du monde libre subirait une crise accentuée et la communauté économique européenne en subirait des contre-coups sévères, sinon mortels. Voilà peut-être l'appréciation que M. Khrouchtchev a faite de la situation actuelle.

Les puissances occidentales de leur côté sont-elles sincères dans leurs propositions sur le désarmement ou le contrôle des armements? Evidemment, elles sont liées par les intérêts qu'elles ont à protéger, mais en général, leurs propositions sont de bonne foi, ne serait-ce que parce qu'elles sont présentées de manière à conférer à l'Ouest une position privilégiée. Le plan Baruch, par exemple, était une offre magnifique de la part des puissances occidentales, mais il signifiait pour l'URSS un état d'infériorité en permanence et la perspective d'effets ruineux pour son économie, à moins qu'elle ne conservât dans l'organe de contrôle un droit de veto contre la majorité occidentale. Les puissances de l'Ouest ne pouvaient accepter un tel veto, de peur de mettre en danger leur position. En refusant avec obstination d'accorder au gouvernement de la République populaire chinoise une part aux discussions sur le désarmement, les Etats-Unis ont fait douter de leur réalisme, sinon de leur bonne foi. Il est évident qu'une entente sur le désarmement serait inefficace

sans la participation de la Chine communiste. La politique des puissances occidentales n'est pas exempte de toute erreur et on concédera qu'elle manifeste rarement un désir réel de comprendre la position communiste — condition essentielle pour que les négociations aient un sens. Cela n'empêche que les puissances occidentales continuent sincèrement à désirer le désarmement ou le contrôle des armements, qui sont dans leur intérêt. Nous considérerons plus loin les principaux champs d'application possibles d'un contrôle des armements.

Quelles sont donc les conditions nécessaires pour que se réalise une entente entre l'Est et l'Ouest? La confiance n'est pas nécessaire, mais l'intérêt l'est. La stabilité d'un monde désarmé dépendra en dernière analyse du respect des puissances pour les intérêts d'autrui correctement interprétés. Nous affrontons un monde où une seule erreur pourrait être fatale. Les puissances occidentales ont au moins un intérêt commun avec l'Union soviétique — celui de la survivance. Cela ne signifie pas que les négociations ne seront pas longues, ardues et souvent même décevantes. Elles sont nécessaires pour assurer la survie du genre humain. L'Union soviétique a proposé sa politique d'évolution pacifique et de coexistence hautement compétitive. Ce régime se révélera probablement acceptable pour l'occident, vu que nous ne pouvons encore longtemps traiter les problèmes du XX^e siècle, avec les méthodes du XIX^e siècle, tout en prétendant à la survie. Si nous ne pouvons pas trouver de solutions à l'amiable, un cataclysme menaçant constamment l'humanité se produira. Fondamentalement, les hommes politiques s'en rendent compte et ils manifestent leur bonne volonté à envisager des méthodes efficaces, par exemple celle de la coexistence pacifique mais compétitive. Malheureusement, les événements récents ne nous ont donné qu'un faible indice de telles dispositions, mais un intérêt essentiel et réciproque existe et on doit encourager les hommes d'Etat à prendre les risques nécessaires pour que ce but commun se manifeste en plein jour.

Le cadre général des discussions sur le contrôle des armements ainsi tracé, il est maintenant possible de soumettre à l'analyse quelques-uns des principaux problèmes en cause.

Le premier consiste dans la distinction nette à établir entre le désarmement et le contrôle des armements. Le désarmement tente de supprimer la guerre en abolissant les armes. Les disciples de l'école du désarmement invoquent de nombreux arguments. La suppression des armes devrait permettre de réduire les chances d'une guerre « inintentionnelle » (un danger que nous avons souligné plus haut), diminuer le fardeau économique de l'armement (fait sur lequel on a beaucoup insisté dans les années 20), empêcher une dégénérescence morale, prévenir la militarisation de la société (danger souligné par l'ex-président Eisenhower), et parer aux risques que causent à l'organisme les retombées radioactives des essais nucléaires. Les adversaires de cette école affirment que la suppression des armes produirait une dépression économique (problème que nous avons mentionné plus haut) et qu'elle priverait la science d'une importante source de progrès scientifiques et techniques.

Des études récentes ont abordé le problème du désarmement sous des angles nouveaux. Par exemple, quelle serait la face nouvelle d'un monde désarmé? Une telle situation mettrait-elle l'accent sur la position géopolitique de l'URSS en Europe et de la Chine en Asie? Qu'advierait-il du système d'alliances des Etats-Unis? L'unification européenne serait-elle accélérée ou retardée? Quelle serait la stabilité de ce nouveau monde? Une citation devrait suffire pour illustrer le travail sérieux dont ces problèmes sont l'objet, notamment aux Etats-Unis:

Un équilibre militaire stable n'est pas nécessairement lié au « gel » des armements et de leur fabrication. Les notions de temps dans le déroulement des opérations de guerre et l'exécution des programmes de réarmement, les facteurs de rapidité et d'initiative conserveront une importance déterminante dans un monde où les premiers pas de la guerre ont subi un ralentissement. La guerre est peut-être devenue moins réfractaire au calcul et moins terrifiante.

Même le concept de « désarmement total » n'efface pas la difficulté du choix entre minimiser les destructions probables de la guerre et minimiser les risques qu'elle se produise. S'il est entendu que le désarmement doit prévenir l'éclatement de la guerre, il faut l'organiser à cette fin. Le désarmement n'élimine pas le potentiel militaire, il en change la nature¹.

On dédaigne généralement les solutions toutes faites. Le désarmement est censé de procurer aux nations une plus grande sécurité et une plus grande stabilité. Il peut cependant produire l'instabilité au lieu de la stabilité désirée. Il est donc à rejeter comme remède universel. Le contrôle des armements conduit-il plus sûrement au but?

Qu'est-ce donc que le contrôle des armements? Son but est de modérer et maîtriser tout ce qui pourrait pousser à la violence. Il vise à accroître la stabilité de la société internationale afin de sauvegarder la sécurité de ses membres. Cette méthode requerra certaines mesures peu orthodoxes et apparemment contradictoires. Par exemple, on devra peut-être accroître le degré d'armements au lieu de le diminuer. Un accroissement du nombre de sous-marins Polaris qui renforcerait les forces de représailles² américaines dispenserait cette puissance d'avoir à envisager une attaque préventive en période de tension. Une plus grande stabilité serait ainsi créée, qui permettrait aux Etats-Unis de se contenter d'une attitude de guet et d'attente. La nature de ces forces de représailles dissuaderait d'autre part l'URSS de frapper par anticipation l'adversaire qui voudrait attaquer par peur d'une agression. Une telle solution peut signifier la remise de certains renseignements de la nation A à la nation B afin de diminuer l'inclination de la nation B à frapper par participation la nation A à cause des faibles

¹ Thomas C. SCHELLING, *Role of Deterrence in Disarmament*, dans « Foreign Affairs », Avril, 1962.

² *Note du trad.* : Aucune traduction française précise n'existe pour l'expression anglaise « second-strike capability ». L'anglais oppose cette expression au terme « first-strike capability ». Il est cependant de plus en plus usuel de traduire la première expression par « les forces de représailles » et la seconde par « la force de frappe ».

forces de représailles de celle-là. Une conséquence serait peut-être l'abandon des programmes de défense civile parce qu'ils ne se conçoivent qu'en cas d'attaque par riposte. La nation qui disposerait d'un système complet de défense civile s'estimerait en mesure d'attaquer son adversaire, lequel serait à son tour enclin à frapper par anticipation.

Quels sont donc les principales conditions d'un contrôle des armements? En premier lieu doit prendre place une convention, qui peut affecter différentes formes, allant du traité formel jusqu'à l'acte unilatéral tacite. En deuxième lieu, il faut prévoir des instruments de vérification, que ce soit sous la forme extrême d'inspection internationale ou sous l'autre forme extrême de l'espionnage. Enfin s'impose un système de sanctions, confiées à un organe d'exécution international ou assurées par les moyens de répression laissés à la disposition des nations. Dans le passé, les accords sur le contrôle des armements comprenaient généralement un « mélange » de ces trois éléments. Le traité naval de Washington, en 1922, était une entente formelle qui confiait les tâches de vérification et les sanctions aux parties contractantes elles-mêmes.

Une combinaison de ces trois éléments est-elle susceptible d'être acceptée par les grandes puissances, alors que règne entre elles un état d'hostilité et de méfiance réciproque. La réduction de la tension politique est-elle une condition *sine qua non* d'une entente sur le contrôle des armements? Les uns répondent à cette question par un oui définitif et les autres par un non catégorique. Ceux qui répondent par l'affirmative estiment que l'existence et l'utilisation des effectifs militaires sont le produit de l'hostilité et des tensions et que la seule façon de limiter ceux-ci est de faire disparaître leur raison d'être, c'est-à-dire les tensions politiques. Ceux qui opposent une réponse négative attribuent au contraire les tensions politiques à l'existence des effectifs militaires eux-mêmes. Réduire ceux-ci équivaldrait à réduire les tensions, et même s'il n'en était pas ainsi, la suppression des

armes ne devrait pas dépendre d'une diminution des tensions. Hedley Bull, auteur australien, exprime son opinion de la manière suivante :

C'est une erreur, je crois, d'admettre que le désarmement ne pourra commencer avant l'extinction des conflits politiques ou que l'extinction de ceux-ci le rendra automatiquement possible. Au contraire, c'est précisément dans une atmosphère de rivalités et de tensions politiques assez sérieuses pour allumer un conflit armé généralisé que la limitation des armements entre en considération. Celle-ci n'a un sens que pour les Etats politiquement opposés et divisés et la gravité de leurs désaccords ne doit pas être un obstacle à sa réalisation. Il se peut, au reste, que la situation politique autorise un système de contrôle des armements ou au contraire l'interdise : si les puissances concernées ne désirent pas un système de contrôle des armements, si elles ne réussissent pas à établir entre elles une détente politique qui puisse y conduire, si elles ne peuvent accepter le « statu quo » militaire que le contrôle des armements cristallisera et légitimera, ni s'accommoder de toutes les conséquences qui en résulteront, tout contrôle des armements demeure impossible¹.

Dans la citation précédente, l'auteur présente certaines des conditions nécessaires à l'exécution d'une entente sur le contrôle des armements. Il en est d'autres. Il faudrait notamment déchoir de son ancienne importance le recours à la force comme moyen de résoudre les problèmes politiques ; veiller à ce qu'une entente soit acceptable en fonction des autres buts poursuivis ; s'assurer que les risques d'infraction au système établi dépassent largement les avantages d'une violation ; et faire en sorte que les violations possibles ne portent pas gravement atteinte à la sécurité des parties contractantes. Il est d'une importance capitale que toutes les puissances soient conscientes de la nécessité de ces principes, en fonction de leurs propres intérêts et de leurs propres buts politiques.

Il est facile d'être d'accord avec l'Américain Robert Bowie, une autorité dans ce domaine, lorsqu'il écrit « qu'un système de contrôle des armements doit être conçu de façon

¹ Hedley BULL: *The Control of the Arms Race*, Wiedenfeld and Nicholson, Londres 1961, p. 9-10.

à ne pas bouleverser l'équilibre stratégique entre les parties au moment où il est mis sur pied ou dès qu'il entre pleinement en vigueur... Des sentiments d'animosité entre les parties créent alors la nécessité de maintenir l'équilibre lors de l'institution d'un système de contrôle et augmentent les difficultés de l'atteindre. »¹

Nous venons de souligner la difficulté d'obtenir, aux yeux de tous les Etats participants, un juste équilibre afin d'établir un contrôle. Mais il est aussi nécessaire de s'assurer que cet équilibre se perpétuera en dépit des innovations militaires. Problème épineux, car l'existence et la possibilité d'innovations techniques confèrent à toute entente un élément d'incertitude. Le doute peut être utile s'il rend prudent, mais il peut aussi être défavorable s'il suscite à l'égard de l'accord établi une grave méfiance qui pourrait même conduire à sa réfutation. Il n'est pas de réponse simple à ce problème. Une entente devrait rechercher un accommodement sur ce point, lequel est fort difficile puisqu'il s'agit précisément d'un élément inconnu. On peut tenter d'empêcher les innovations d'ordre militaire, mais cela comporterait des difficultés énormes.

Les innovations militaires ne sont cependant pas toutes cause d'instabilité. Le développement des forces de représailles comme la production de sous-marins Polaris est un élément de stabilité. La recherche d'un accord de contrôle devrait s'inspirer de l'adage : « Si vous ne pouvez faire mieux que nous, joignez-vous à nous. » Une telle entente aurait comme base un ample programme de recherches sur les techniques de contrôle, visant à augmenter les possibilités de détecter les violations, prévenir les infractions échappant aux techniques actuelles et déceler les progrès techniques justiciables du contrôle.

Lors même que la prohibition d'essais nucléaires serait une entrave utile au développement des innovations mili-

¹ Robert BOWIE: *Arms Control and U. S. Foreign Policy*, dans Louis Henkin, « Arms Control », Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1961, p. 68.

taires, la seule solution vraie serait une baisse générale d'intérêt pour les découvertes scientifiques militaires, et l'accommodement des puissances en cause au statut quo. Voilà la condition fondamentale de toute entente générale. Toutefois, d'autres accords marginaux sont possibles, même en période de grandes tensions politiques.

Parmi le grand nombre des cas à considérer une dizaine font couramment l'objet de discussions. Relevons tout d'abord l'intérêt que les puissances ont à diminuer les bénéfices escomptables d'une attaque par surprise ou par anticipation. Ce phénomène est en étroit rapport avec le développement des forces de représailles; le problème a été étudié d'une manière approfondie aux Etats-Unis. De nombreux débats ont aussi été consacrés au problème de la diffusion menaçante des armes nucléaires. L'URSS et les Etats-Unis ont tous deux manifesté leur inquiétude à ce sujet. Il touche de près les négociations sur la suspension des essais nucléaires. La diffusion des armes nucléaires augmenterait le danger d'une guerre « catalytique », c'est-à-dire d'un conflit qui pourrait être provoqué par un petit pays aux fins d'y entraîner les grandes puissances, danger d'une guerre par accident, et dont les deux super-grands sont très conscients. On a déjà suggéré comme mesure préventive la mise sur pied d'une ligne de communication directe entre la Maison-Blanche et le Kremlin, précaution simple, mais utile.

La France a préconisé l'interdiction d'expérimenter et de produire des missiles. Cette proposition est peut-être motivée par le désir de pallier son manque de véhicules porteurs, mais elle n'en mérite pas moins d'être étudiée. On a fait plusieurs calculs en fonction du nombre des missiles que chaque parti devrait conserver afin d'assurer le plus haut degré de stabilité. Par exemple, si chaque bloc ne disposait que de 20 engins balistiques, une provision secrète de 5 missiles serait beaucoup plus décisive que si chacun des deux camps disposait de 200 engins balistiques avec le même nombre de fusées dissimulées. Le développement des armes

tactiques nucléaires a mis l'accent sur les dangers d'une glissade vers un conflit total.

Si la plupart des discussions actuelles sur le contrôle des armements se sont concentrées sur les armes nucléaires, les armements de type classique n'ont pas pour cela été négligés. Au cours de la dernière décade, on a présenté plus de cent propositions de « désengagement » en Europe et la question a été récemment reprise. Si ces problèmes se rattachent plutôt à l'ère pré-nucléaire, la technologie actuelle ouvre de nouvelles perspectives à une entente. Les espaces extra-atmosphériques se prêtent à une plus grande coopération puisque leur exploitation militaire en est encore à ses débuts, d'autant plus qu'il n'y a que deux puissances en jeu et que ce domaine n'a pas encore une importance capitale au point de vue militaire. L'opinion publique approuverait une telle coopération, qui ne se heurterait à aucun obstacle majeur: la détection des objets lancés dans l'espace tout aussi bien que le contrôle des rampes de lancement sont faciles à réaliser. On a cependant voué peu d'attention jusqu'à maintenant aux armes chimiques, bactériologiques et radiologiques. On commence à leur accorder un plus grand rôle, notamment dans les projets de contrôle des armements.

Le contrôle des armements fournit donc la matière d'une étude vaste et passionnante; il a donné lieu à de nombreuses discussions dans les milieux militaires, politiques et académiques, surtout aux Etats-Unis et en Angleterre dans une moindre mesure. Comme de coutume, l'URSS reste quelque peu en retrait. Dans le domaine de la stratégie militaire, le premier pas à faire serait peut-être d'informer les Russes sur l'état actuel de la question dans les milieux occidentaux. Ils finiront sans doute par reconnaître qu'il est de leur intérêt d'entrer dans une discussion plus positive.

A. I. R. GROOM
